

**DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
COMMUNALES****Lettre d'information aux communes
N°24 / 10 avril 2025**

2, rue du 24-Septembre
CH-2800 Delémont
t +41 32 420 58 50
f +41 32 420 58 51
seccom@jura.ch

Sommaire

[1. Rappel des délais à respecter concernant l'exercice comptable 2024](#) | [2. MCH2 : deux nouvelles directives](#) | [3. Fêtes : rappel](#) | [4. Vérification de l'égalité salariale : nouvelles règles concernant aussi les communes à partir du 1^{er} octobre 2025](#) | [5. Informations à diffuser dans les communes : contacts utiles à l'administration cantonale](#) | [6. RPL 2025 : le jeudi 4 septembre](#).

1. Rappel des délais à respecter concernant l'exercice comptable 2024

Comme déjà communiqué en février 2025, l'accueil de Moutier au 1^{er} janvier 2026 et l'intégration de la 51^{ème} commune jurassienne dans le système de péréquation financière directe nécessitent quelques adaptations concernant la transmission des informations comptables de l'exercice 2024 au délégué aux affaires communales.

Rapport relatif à la perception des impôts communaux : délai au 9 mai 2024

Selon le courrier électronique transmis aux administrateurs financiers le 18 février 2025, le « Rapport relatif à la perception des impôts » doit être transmis au délégué aux affaires communes au plus tard le vendredi **9 mai 2025**, dernier délai, à l'adresse électronique julien.buchwalder@jura.ch.

Approbation des comptes avant le 30 juin 2024

Les comptes annuels approuvés doivent être remis au délégué aux affaires communales en vue de leur apurement avant le 30 juin de l'année suivante¹. Conformément au courrier du 17 février 2025 transmis au Conseil communal, nous rappelons aux autorités communales que le délégué aux communes n'accordera aucune prolongation de ce délai pour le bouclage des comptes 2024.

Dès lors, le Conseil communal est prié d'anticiper le processus de révision des comptes et de tout mettre en œuvre pour que les comptes 2024 ainsi que les rapports y relatifs soient impérativement approuvés par le législatif **avant la date du 30 juin 2025**.

2. MCH2 : deux nouvelles directives

Le délégué aux affaires communales a publié récemment deux nouvelles directives concernant la gestion des finances communales. Ces directives ont été établies en collaboration avec la Commission des administrateurs financiers communaux.

La « Directive N°12 » rappelle les règles relatives à la tenue du plan financier conformément à la Constitution jurassienne (art. 123, al. 3) et au décret concernant l'administration financière des communes (art. 7). Les communes doivent en effet établir un plan financier arrêté par le Conseil communal, mis à jour régulièrement selon les besoins mais au moins une fois par année.

La « Directive N°13 », relative à l'introduction de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LAEI), précise les écritures comptables à utiliser pour le nouveau financement spécial concernant la redevance communale à vocation énergétique.

¹ Décret concernant l'administration financière des communes (RSJU 190.611, art. 18, al. 1 et 2).

3. Fêtes : rappel

Suite à des demandes émanant de plusieurs communes, il convient de faire un rappel concernant les **fêtes**. Cette thématique est réglée par les articles 44 et 44a de la loi de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle (code de procédure administrative, RSJU 175.1).

En procédure d'opposition et devant les instances ordinaires et spéciales de la juridiction administrative ainsi que devant la Cour constitutionnelle, les délais fixés en jour, semaines (de 7 jours et non jours ouvrables) ou en mois par la loi ou par l'autorité ne courent pas :

- a) du septième jour avant Pâques au septième jour après Pâques inclus ;
- b) du 15 juillet au 15 août inclus ;
- c) du 18 décembre au 2 janvier inclus.

Selon ce qui précède, lorsqu'une décision d'une autorité est sujette à opposition en application de l'article 56 de la loi sur les communes (RSJU 190.11), le nombre de jours de fêtes est à ajouter au nombre de jours que compte le délai d'opposition (30 jours).

Les fêtes ne s'appliquent pas au dépôt des règlements, à savoir 20 jours avant et 20 jours après l'Assemblée communale.

4. Vérification de l'égalité salariale : nouvelles règles concernant aussi les communes à partir du 1^{er} octobre 2025

Depuis le 30 septembre 2024, les entreprises et les communes qui emploient au moins 50 personnes (hors apprentis) ont l'obligation de faire une analyse de l'égalité des salaires. Après l'avoir effectuée, elles doivent la faire vérifier dans un délai d'un an par une entreprise de révision agréée au sens de l'article 13d, alinéa 1, lettre a, LEg (RS 151.1) et ont ensuite la responsabilité de publier les résultats détaillés de l'analyse et de sa vérification. L'analyse vérifiée doit être réitérée tous les six ans (art. 4 et 5 de l'ordonnance cantonale sur la vérification de l'analyse salariale).

Dès le 1^{er} octobre 2025, l'ensemble des entités (y compris les communes) employant au moins 20 personnes (hors apprentis) et requérant une subvention de l'Etat supérieure à 20'000 francs auront l'obligation de fournir avec leur demande de subvention une analyse vérifiée de l'égalité des salaires effectuée en application des législations fédérale et cantonale. Cette analyse vérifiée des salaires devra également être réitérée tous les six ans. Le non-respect de cette disposition peut entraîner un refus d'octroi de la subvention.

Méthodes pour procéder à l'analyse de l'égalité salariale entre femmes et hommes

Selon l'article 13c LEg, l'analyse de l'égalité salariale doit être effectuée selon une méthode scientifique et conforme au droit. La Confédération met gratuitement à la disposition des entreprises l'outil d'analyse standard Logib. Si l'analyse de l'égalité salariale est effectuée avec un autre outil que celui-ci, il incombe aux entreprises de démontrer que l'analyse a été effectuée selon une méthode scientifique et conforme au droit.


Vérification de l'analyse de l'égalité des salaires

Les vérifications d'analyse de l'égalité des salaires peuvent être effectuées soit par des entreprises de révision agréées au sens de la loi fédérale sur la surveillance de la révision, soit par une organisation/représentation des travailleuses et travailleurs. Les personnes dirigeant la révision de l'analyse doivent pouvoir attester d'une formation selon l'article 13d, alinéa 2, LEg avec l'article 2 de l'ordonnance fédérale sur la vérification de l'analyse de l'égalité des salaires.

EXPERTsuisse, qui est actuellement le seul prestataire proposant cette formation en français, tient à jour, sur son site internet, une liste des personnes qui l'ont suivie dont plusieurs habitent le canton du Jura (onglet formation continue > Formation sur la vérification d'analyses de l'égalité des salaires > Liste des auditeurs accrédités). Une collaboration entre veb.ch et TREUHAND|SUISSE propose également cette formation en allemand et tient une liste des personnes accréditées sur le site internet de l'Union Suisse des Fiduciaires.

Pour rappel, les établissements autonomes de droit public et les communes ont reçu un courrier à ce sujet en date du 12 septembre 2024. La Déléguée à l'égalité se tient à la disposition des communes pour tout renseignement complémentaire : 032 420 79 00 / egalite@jura.ch.

5. Informations à diffuser dans les communes : contacts utiles à l'Administration cantonale

				Renseignements	
				Central téléphonique	
				+41 (0) 32 420 51 11	
Office des véhicules	032 420 71 20	Passports	032 420 50 00		
Population	032 420 56 80	Enseignement	032 420 54 10		
Contributions	032 420 55 66	Action sociale	032 420 51 40		
Recettes de district	032 420 56 20	Poursuites et faillites	032 420 56 60		
	(Delémont)		(Delémont)		
	032 420 32 70		032 420 32 10		
	(Porrentruy)		(Porrentruy)		
	032 420 46 20		032 420 46 10		
	(Franches-Montagnes)		(Franches-Montagnes)		
Chancellerie d'Etat	032 420 72 00	Parlement	032 420 72 20		
Lien sur le site de la République et Canton du Jura		Numéros d'urgence			

6. RPL 2025 : réservez la date du 4 septembre !

La traditionnelle **Rencontre de Politique Locale** aura lieu cette année le **jeudi 4 septembre 2025** à Yverdon-les-Bains. Elle aura pour thème « Les ressources humaines au cœur du système de milice communal ».

Réservez la date et [inscrivez-vous](#) pour participer à cet événement organisé chaque année par la [Commission romande de politique locale](#) et l'IDHEAP de l'Université de Lausanne. Lien [Linkedin](#).

La délégation aux affaires communales vous souhaite de joyeuses fêtes de Pâques.